



Apporter une aide vitale

Des milliers de réfugiés Rohingyas arrivent au Bangladesh, après avoir franchi la frontière près du village d'Anzuman Para, à Palong Khali, au Bangladesh.

Les conflits en cours en Iraq, au Nigéria, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne (Syrie) et au Yémen, ainsi que dans d'autres situations, ont continué de provoquer des déplacements à l'intérieur des pays et au-delà des frontières en 2017. Avec plus de 30 opérations qui répondent à l'afflux de réfugiés et à des déplacements internes de grande ampleur, le HCR a dû déclarer de nouvelles urgences pour l'Angola, le Bangladesh, la République du Congo, la Libye, la situation en République bolivarienne du Venezuela et la Zambie.

En 2018, le HCR et ses partenaires continueront d'assurer une protection et de fournir une assistance aux personnes déracinées, souvent dans des contextes de conflits complexes et prolongés, et à haut risque pour la sécurité. Les états d'urgence de niveau 3 à l'échelle du système déclarés par le Comité permanent interorganisations (IASC, voir le *Glossaire*) resteront en vigueur en Iraq, en Syrie et au Yémen. Le maintien de ces interventions nécessitera une aide à plus grande échelle pour les

personnes ayant désespérément et urgemment besoin d'assistance.

Le partenariat étant au cœur de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence, le HCR entretiendra et renforcera, dans la mesure du possible, sa collaboration avec les gouvernements nationaux et les autorités locales, ainsi qu'avec les ONG qui sont les premiers principaux intervenants. Conformément aux engagements pris dans le cadre du

« Grand compromis » (voir le *Glossaire*), le HCR renforcera sa collaboration avec les acteurs locaux impliqués dans la planification de la préparation aux urgences et dans la formation. Dans l'esprit du Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF, voir le *Glossaire*), le HCR travaillera également, dès les premiers jours d'une urgence, à rechercher des solutions pour les réfugiés avec les gouvernements des pays d'accueil, et encouragera l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux.

RÉPONDRE AUX SITUATIONS D'URGENCE



Une mère sud-soudanaise et ses enfants reçoivent des couvertures et des matelas pour la nuit alors qu'ils font étape à Mettu, en Éthiopie, avant d'être transférés vers un camp nouvellement construit à Gure Shembola.

Préparation aux situations d'urgence

Le fait d'être préparé aux situations d'urgence permet au HCR d'offrir plus rapidement et plus efficacement une protection à davantage de personnes en ayant recours aux ressources adéquates. L'organisation a renforcé ses capacités de préparation aux situations d'urgence au cours de ces trois dernières années, en investissant dans une réponse plus rapide

et plus efficace basée sur une évaluation solide des risques.

La réponse aux urgences est fondée sur une planification localisée et concertée avec les partenaires et les parties prenantes, et reconnaît les droits, la dignité et les besoins de protection exprimés par les personnes déplacées par des conflits.

En 2017, le HCR a introduit une nouvelle classification dans ses niveaux d'urgence,

le Niveau 1 « Préparation proactive ». L'organisation a également adopté parallèlement une nouvelle politique d'urgence afin de mieux se préparer et de mieux répondre aux besoins des personnes déplacées pendant les situations d'urgence. Tirant les enseignements du passé, cette politique met davantage l'accent sur l'analyse des risques et la préparation en amont d'une crise. Elle permet au HCR de répondre plus rapidement et plus efficacement grâce à de nouveaux fichiers de réserve de spécialistes, de débloquer plus rapidement des fonds d'urgence, de pré-positionner davantage de stocks d'urgence et d'accélérer les procédures pour la sélection du personnel et des partenaires. La nouvelle politique met également l'accent sur l'importance de collaborer très tôt avec les acteurs du secteur du développement et de rechercher des solutions dès le début d'une crise.

En 2018, le HCR continuera de développer son réseau commun avec les acteurs locaux pour les plans de préparation et de formation, notamment le programme de formation « Renforcer les capacités des partenaires locaux en matière de préparation et de réponse aux situations d'urgence », qui vise à assurer que les

acteurs locaux sont capables de préparer et de mobiliser une réponse efficace et immédiate en cas d'urgence.

L'organisation utilise HALEP, la liste d'alerte pour la préparation aux situations d'urgence, qui permet de surveiller les situations susceptibles de provoquer des déplacements et d'évaluer l'aptitude et la capacité de réponse des partenaires et des gouvernements compétents. Afin d'encourager l'élaboration et l'exécution des plans de préparation aux situations d'urgence, le HCR organisera des ateliers de formation pour le personnel dans les pays prioritaires en 2018, en s'appuyant sur le module révisé « Programme de préparation aux situations d'urgence de réfugiés ».

Le HCR continuera également de renforcer sa capacité d'analyse en ayant recours à des sources de données non traditionnelles pour mieux anticiper les urgences et orienter la prise de décisions dans ce domaine. Des méthodes technologiques innovantes renforcent la préparation aux urgences, comme les analyses de prévision des mouvements de population et les outils de surveillance des réseaux sociaux qui aident à la planification opérationnelle.

La nouvelle « Politique sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence » constitue un cadre obligatoire, qui permet de mieux se préparer aux situations d'urgence et de répondre de manière plus rapide, plus fiable, plus responsable et plus efficace.



Des familles de réfugiés Rohingyas arrivent dans un centre de transit du HCR près du village d'Anjuman Para, à Cox's Bazar, au sud-est du Bangladesh, après avoir passé quatre jours bloqués à la frontière avec le Myanmar.

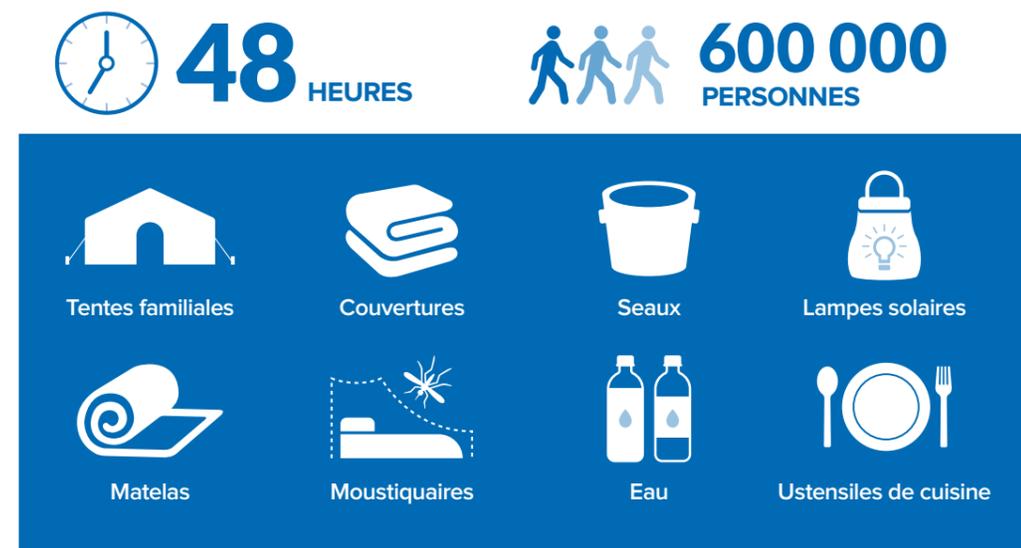
Des milliers de nouveaux réfugiés Rohingyas franchissent la frontière avec le Bangladesh

Alors qu'environ 500 000 Rohingyas ont trouvé la sécurité au Bangladesh entre fin août et octobre 2017, selon les estimations, le HCR et les autorités ont créé une extension et un centre de transit près du camp de réfugiés de Kutupalong pour abriter les nouveaux arrivants. Parmi les milliers de personnes qui ont fui la dernière vague de violence au Myanmar, se trouvent des familles avec des nourrissons, des personnes âgées ainsi que des personnes vulnérables et des personnes qui ont perdu leurs proches. Elles sont arrivées par bateau ou ont marché pieds nus pendant plusieurs jours pour atteindre la frontière, en abandonnant derrière eux la plupart de leurs biens. Un grand nombre d'entre elles sont arrivées dans un état physique et mental inquiétant, certaines ayant besoin d'une aide vitale. Le Gouvernement du Bangladesh a alloué environ 3 000 hectares de terres sur lesquelles des tentes familiales et des abris temporaires communautaires ont été installés. Le HCR a travaillé rapidement pour accueillir le maximum de personnes possible dans les camps et les sites d'installations, et pour distribuer des articles de secours d'urgence.

Réponse d'urgence

Être prêts pour répondre aux urgences

Des articles de premiers secours peuvent être expédiés à partir des **stocks mondiaux*** du HCR dans un délai de **48 heures** pour environ **600 000 réfugiés et autres personnes affectées par un conflit** y compris en cas d'urgences simultanées.



* Les stocks de secours du HCR sont prépositionnés dans six entrepôts stratégiquement situés en Afrique, en Asie et en Europe.

L'ensemble du personnel d'urgence bénéficie d'une formation complète grâce à un large éventail d'initiatives de renforcement des capacités, notamment un atelier du HCR sur la gestion de l'urgence, des sessions de formation axées sur des mises en situation d'urgence et le programme interorganisations sur l'encadrement des équipes d'urgence.

Les stocks d'urgence du HCR sont prépositionnés dans six entrepôts localisés de manière stratégique dans le monde: en Afrique, en Asie et en Europe. Ils permettent d'atteindre jusqu'à 600 000 personnes déplacées en 48 heures par voie aérienne, terrestre ou maritime. Les stocks permettent au HCR d'intervenir rapidement pour acheminer tentes familiales, couvertures, seaux, lampes solaires, matelas, moustiquaires, jerrycans, bâches en plastique et ustensiles de cuisine, ainsi que d'autres articles de secours essentiels. Le HCR a conclu des accords-cadres globaux avec des entreprises internationales de fret pour acheminer rapidement les produits indispensables vers les populations affectées.

Le HCR étend actuellement son réseau afin d'y intégrer des entrepôts régionaux plus petits, où il peut pré-positionner des articles encore plus près des pays avec

des risques élevés d'urgence. Un nouvel entrepôt régional sera installé en Ouganda, et le HCR étudiera d'autres endroits en 2018, comme en Afrique du Sud par exemple.

Des procédures d'urgence pour l'achat des articles de secours sont également importantes, notamment à travers des approvisionnements locaux lorsque les marchés et les infrastructures le permettent. Le HCR maintient un stock d'urgence de véhicules, ainsi qu'une flotte de camions, actuellement basés en Afrique de l'Est, susceptibles d'être déployés pour renforcer les capacités des opérations en cas d'urgence.

Dans les 72 heures, les équipes du HCR mobilisables en urgence et les membres du fichier de réserve peuvent être déployés pour gérer et coordonner la réponse, et satisfaire les besoins les plus urgents des populations affectées par un conflit. Ces équipes sont appuyées par des

experts techniques, des spécialistes de la sécurité, de la prévention et de la lutte contre la violence sexuelle et de genre (SGBV, voir le *Glossaire*), de la santé, des ressources humaines, de l'eau, assainissement et hygiène (WASH), des abris et de la gestion des programmes et des approvisionnements. Des fichiers de spécialistes des finances et de l'administration, de la protection et des TIC seront opérationnels en 2018. Le HCR dispose aussi d'un fichier d'urgence

d'entreprises expérimentées, dotées de cadres expérimentés, afin de coordonner les opérations et la réponse du HCR pendant les urgences de grande échelle.

Le centre d'apprentissage en ligne de Bangkok continuera d'animer des formations et des séances de renforcement des capacités en matière de préparation et de réponse aux situations d'urgence, ainsi que de gestion de la sécurité, à destination des ONG et des agents gouvernementaux.

Plus de 1 000 personnels du HCR et des partenaires devraient bénéficier de formations en 2018.

Partenaires de réserve du HCR

Les accords actuels que le HCR a conclus avec 18 partenaires de réserve fournissent des spécialistes prêts à être déployés en urgence, et dotés de compétences dans des domaines clés, comme la protection, la coordination, l'enregistrement et la gestion de l'information. Ces déploiements complètent le personnel permanent du HCR, et contribuent de plus en plus au respect de ses engagements dans le cadre de la Déclaration de New York (voir le *Glossaire*), en encourageant l'autosuffisance des

réfugiés ainsi que leur intégration dans les communautés qui les accueillent. Les partenaires de réserve fournissent également des services techniques, notamment dans le domaine de l'eau et des installations sanitaires, des technologies de communication, des énergies renouvelables et des infrastructures comme des bureaux et des hébergements, dans le contexte des nouvelles opérations souvent situées dans des endroits reculés.

- L'Agence suédoise pour la protection civile (MSB)
- L'Agence fédérale allemande de secours technique (THW)
- CANADEM
- Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, États-Unis
- La Commission des Casques blancs, Argentine
- Le Conseil danois pour les réfugiés
- Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC)
- La Direction de la protection civile et de la planification en cas d'urgence, Norvège (DSB)
- L'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC)

- *Dutch Surge Support Water* (précédemment *Netherlands Enterprise Agency*)
- *Emergency.lu*, Ministère des Affaires étrangères, Luxembourg
- La Fondation Veolia Environnement
- *iMMAP*
- *International Humanitarian Partnership*
- *Irish Aid*
- Le Ministère du développement international, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (DFID)
- *RedR Australie*
- *Save the Children* Norvège

Afin de renforcer son engagement et sa responsabilité envers les populations affectées, le HCR continuera de développer et de mettre en œuvre des solutions innovantes, qui créent et entretiennent des communications dans les deux sens avec les communautés dans les situations d'urgence. Il s'appuiera sur le succès obtenu en 2017, par lequel les

opérations d'urgence du HCR ont mis en place de multiples canaux de communication avec les communautés. Cela a notamment été rendu possible grâce à de nouveaux partenariats négociés avec les opérateurs de réseaux mobiles pour étendre la couverture à de nouvelles installations de réfugiés en Ouganda.

Classifications des situations d'urgence

Le Niveau 3 — l'état d'urgence de niveau 3 (L3) à l'échelle du système déclaré par l'IASC est une catégorie du système humanitaire international correspondant aux crises les plus graves. Ces crises nécessitent la mobilisation de l'ensemble du système pour accroître la portée de la réponse, et pour améliorer l'efficacité globale de l'assistance. L'état d'urgence de niveau 3 est déclaré à l'échelle du système par le Coordonnateur de l'aide d'urgence des Nations Unies au nom de l'IASC, dont le HCR est un membre actif.

Classifications du HCR en matière de situations d'urgence

En juillet 2017, le HCR a publié une actualisation de sa « Politique sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence », qui introduit trois niveaux d'urgence et définit clairement les rôles en matière de responsabilité et de coordination.

Le Niveau d'urgence 1 de préparation proactive est déclaré pour déclencher des mesures de préparation à une éventuelle crise humanitaire. Ces mesures sont prises dans la ou les opération(s), pays concerné(s) du HCR avec l'appui du Siège, pour entreprendre des missions de préparation, pour mettre à disposition du personnel, des moyens financiers et du matériel.

Le Niveau d'urgence 2 s'applique à une situation qui nécessite un appui et des ressources supplémentaires du Siège pour permettre à l'équipe pays de répondre efficacement et en temps voulu.

Le Niveau d'urgence 3, pour une réponse de l'ensemble du HCR, s'applique à une situation exceptionnellement grave, dans laquelle l'ampleur, le rythme d'évolution, la complexité, et les répercussions de la crise dépassent les capacités de réponse existantes au niveau de l'opération présente dans le pays, et exigent une réponse globale impliquant l'ensemble du HCR.

Offrir une protection et une assistance dans des situations à haut risque pour la sécurité

En 2018, le HCR travaillera dans toute une série de situations complexes et à haut risque pour la sécurité afin de protéger et de venir en aide à des personnes qui ont été forcées de fuir leur foyer. Si les mesures de sécurité sont insuffisantes, le HCR ne pourra pas avoir accès aux personnes dans le besoin et ne sera pas en mesure de leur fournir une protection et une aide humanitaire.

Le respect du devoir de protection du personnel dans l'exercice de sa mission humanitaire nécessite un jeu d'équilibre délicat, mais important de la part du HCR. Dans le cadre des opérations d'urgence, en particulier quand les risques pour la sécurité sont considérés comme élevés, du personnel de sécurité supplémentaire sera déployé pour effectuer des évaluations des risques et adapter les mesures de sécurité. L'acceptation par la communauté et l'instauration de relations de confiance avec les populations affectées, y compris les communautés d'accueil, font partie intégrante de la gestion des risques de sécurité et le HCR continuera de travailler étroitement avec les communautés affectées pour garantir une meilleure compréhension de son mandat.

Le HCR collabore avec le Département des Nations Unies chargé de la sécurité et avec le Réseau interorganisations de gestion de la sécurité en vue d'élaborer des politiques et des procédures mondiales pour le Système de gestion de la sécurité des Nations Unies, tout en étant membre du Système de gestion de la sécurité dans chaque opération. En travaillant étroitement avec les partenaires, les gouvernements et les communautés d'accueil, le HCR reste engagé dans le « Cadre pour sauver des vies ensemble », et s'efforce, dans la mesure du possible, d'offrir des formations et un soutien aux ONG partenaires.

DOMAINES D'INTERVENTION PRÉVUS EN 2018

PRINCIPALES RÉALISATIONS CIBLÉES EN 2018

PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

RENFORCER LA CAPACITÉ ET L'EFFICACITÉ DES RÉPONSES AUX SITUATIONS D'URGENCE. LE HCR ENTEND :

Améliorer la préparation aux situations d'urgence

Étendre le soutien ciblé sur HALEP.
Fournir un soutien aux urgences déclarées de Niveau 1 « Préparation renforcée » pour intensifier les efforts en vue d'une réponse solide aux situations d'urgence.
Prendre des initiatives adaptées pour renforcer l'engagement des partenaires locaux dans la préparation et la réponse.
Intégrer les enseignements tirés de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence dans les outils de formation et d'orientation.

Déployer des équipes de réserve pour coordonner, préparer et répondre aux urgences

Déployer les équipes d'urgence prêtes au déploiement dans les 72 heures (Équipe des services d'urgence du Siège, Équipe de réponse d'urgence / Fichier d'urgence des cadres et fichiers techniques).
Étendre les accords de réserve pour la réponse d'urgence.

Renforcer les capacités en matière de préparation et de réponse aux situations d'urgence, de sécurité et de gestion de la chaîne d'approvisionnement

Former plus de 350 personnels du HCR et des partenaires à travers 3 ateliers sur la gestion de l'urgence, 3 formations à la mise en situation d'urgence, une formation à la gestion de l'urgence, 2 formations interorganisations sur l'encadrement des équipes d'urgence et la préparation.
Dispenser des formations à 400 personnels du HCR dans des environnements à haut risque pour la sécurité.
Dispenser des formations à plus de 335 personnels des ONG et partenaires gouvernementaux à travers le centre d'apprentissage en ligne à Bangkok.
Promouvoir l'utilisation du manuel des situations d'urgence (en ligne et en application mobile) en anglais, français, espagnol et arabe.
Renforcer les capacités opérationnelles par le renforcement des compétences, des déploiements et des outils, qui permettent de gérer et de répondre de manière appropriée aux réactions et aux plaintes de la communauté.

Renforcer la gestion de la sécurité dans la culture de l'organisation

Fournir des conseils et un soutien aux opérations présentes dans des opérations à haut risque, dont notamment 50 opérations sur le terrain ou plus, pour les aider à évaluer et à répondre aux risques pour la sécurité.
Poursuivre la constitution d'un vivier varié, et composé de professionnels de la sécurité dotés de diverses compétences linguistiques, en mettant un accent particulier sur le recrutement de davantage de professionnels de la sécurité de sexe féminin.
Poursuivre la mise en œuvre de la politique de l'IASC sur l'inclusion des questions de genre dans la gestion de la sécurité au moyen de formations à la sensibilisation sur la sécurité des femmes.

Renforcer les partenariats interorganisations et stratégiques

S'engager activement dans le groupe des Directeurs d'urgence de l'IASC; le groupe de référence sur la préparation et la résilience et le groupe d'analyse sur l'alerte précoce; l'action rapide et les initiatives connexes; le groupe de référence sur les principes de l'action humanitaire; le groupe de travail des Nations Unies sur la gestion des crises.
Communiquer avec le Réseau des communautés affectées par les catastrophes, ainsi que dans le cadre des discussions interorganisations relatives à la sécurité.
Revoir la répartition des ressources avec les autres agences des Nations Unies et rechercher les domaines de collaboration en matière d'approvisionnement, de logistique, d'enchères et d'ingénierie.

OPTIMISER LA GESTION DES APPROVISIONNEMENTS GLOBAUX POUR UNE DISTRIBUTION EFFICACE. LE HCR ENTEND :

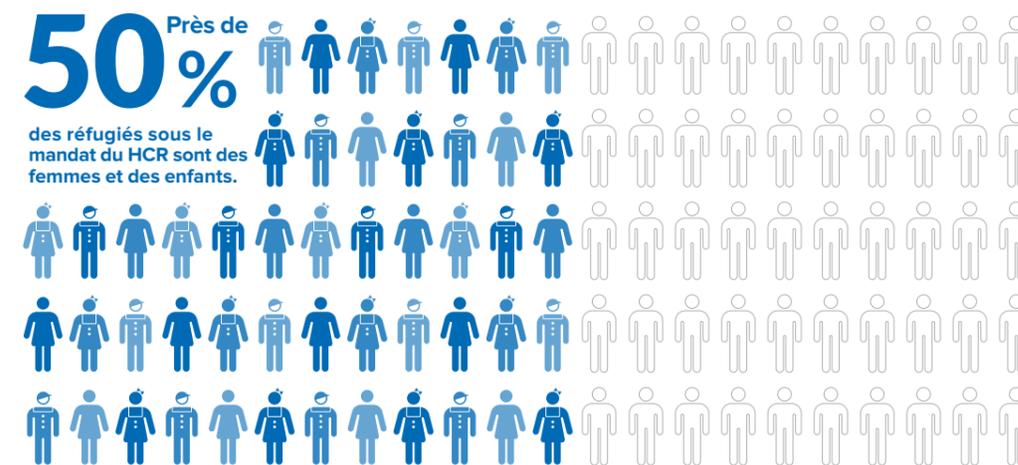
Améliorer la chaîne d'approvisionnement pour la délivrance des abris et les articles de secours essentiels dans les situations d'urgence

Grâce au stock global d'urgence, répondre aux besoins de 600 000 personnes relevant de la compétence du HCR dans les 48 heures dans des situations d'urgence simultanées et complexes. Au sein du réseau d'entrepôts régionaux situés près des urgences potentielles, un nouvel entrepôt, situé à Kampala, pour l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique, fournira des articles de secours à 60 000 personnes.
Entretien d'une flotte régionale de camions, avec plus de 20 camions différents, utilisée pour renforcer les besoins en transport routier pendant les urgences.
Étendre le fichier d'experts en approvisionnement pour aider les opérations d'urgence à distribuer rapidement des articles de secours, utiliser les aides en espèces, et les approvisionnements locaux.
Soutenir le développement global du système d'aides en espèces à travers des études de marché et l'élaboration d'outils.

PRÉVENIR ET RÉPONDRE AUX VIOLENCES SEXUELLES ET DE GENRE

Prévenir et répondre aux violences sexuelles et de genre

Au niveau mondial, plus de la moitié des réfugiés sont des femmes et des enfants. Ils sont particulièrement vulnérables et plus exposés au risque d'être victimes de violences sexuelles et de genre durant leur fuite et déplacement. La vulnérabilité des hommes et des garçons face aux violences sexuelles pendant les conflits a récemment commencé à être documentée.



Les personnes forcées de fuir les conflits, la persécution et celles relevant de la compétence du HCR dans le cadre des mouvements mixtes, sont particulièrement vulnérables aux violences sexuelles et de genre (SGBV, voir le *Glossaire*), une violation des droits humains qui a des conséquences dévastatrices pour les femmes et les filles en particulier, mais aussi pour les hommes et les garçons. Prévenir et répondre aux SGBV pendant les urgences humanitaires et au-delà, demeure une tâche complexe et globale, qui constitue une priorité pour le HCR.

un leadership et une volonté politique forte, une coopération et une coordination à tous les niveaux, avec des ressources et une expertise dédiées.

Le HCR va continuer de faire évoluer et de renforcer sa responsabilité et ses méthodes pour protéger les personnes relevant de sa compétence des SGBV. L'organisation veillera également à ce que la dimension multisectorielle de la prévention et de la réponse en matière de SGBV soit totalement intégrée à ses programmes.

Répondre à la violence sexuelle et de genre

Le viol est fréquemment utilisé comme une tactique de guerre et affecte de nombreuses communautés déplacées. Les programmes de prévention et de réponse en matière de SGBV doivent veiller à ce que les besoins des survivants soient pris

En 2017, les femmes et les enfants constituaient la majorité des réfugiés sud-soudanais, qui ont fui vers la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, l'Ouganda et le Soudan. Dans certains endroits, ils représentaient 88 pour cent des nouveaux arrivants, et constituaient une population exposée à un risque plus élevé de SGBV.

en compte, de manière rapide, humaine, professionnelle et confidentielle.

Il est essentiel que l'approche utilisée pour la prévention et la réponse des SGBV soit non discriminatoire; et le HCR poursuivra son plaidoyer global à cet effet. L'organisation renforcera les services qui répondent en urgence aux violences sexuelles, et veillera, dans le même temps, à ce que des mesures soient en place pour répondre aux autres formes de SGBV selon les différents groupes d'âge.

Le HCR continuera d'investir dans les services qui soutiennent les programmes de réponse en matière de SGBV, dont notamment la santé, le soutien psychologique et social, la sécurité et l'accès à la justice. Ces dernières années, le HCR et ses partenaires ont beaucoup investi dans sa réponse aux SGBV, en veillant à ce que des services soient mis en place dès le début d'une urgence, accessibles à tous, inclusifs et adaptés aux personnes à risque. Il est primordial de disposer d'experts sur le terrain au bon moment afin de garantir une prise en charge effective des SGBV pendant les déplacements dans les situations d'urgence. L'organisation continuera de fournir un appui technique spécifique, et de déployer, dans les situations d'urgence, des administrateurs chargés de la protection expérimentés et spécialisés dans ce domaine.

En raison des stigmatisations sociales et des normes culturelles, cette forme de violence continue d'être sous-reportée. Par conséquent, le HCR utilise des programmes d'information, le plaidoyer, la formation et des initiatives éducatives pour identifier les personnes exposées au risque de SGBV, les sensibiliser, leur fournir des informations pertinentes, et veiller à ce qu'il y ait des liens avec les services existants. En créant un réseau de protection et en poursuivant le dialogue, le HCR et ses partenaires encouragent les changements de comportement, et incitent les structures

communautaires, ainsi que les institutions nationales à mener des programmes et des initiatives de prévention et de réponse, en s'appuyant sur les capacités de tous les acteurs

Prévenir la violence sexuelle et de genre

La stratégie globale du HCR pour prévenir et répondre aux SGBV entend améliorer la qualité, l'efficacité et la cohérence des programmes de SGBV, et ce, dès le début des urgences. Afin de s'attaquer aux causes profondes des SGBV, le HCR cherche à autonomiser les femmes et les filles, et travaille de manière constructive auprès des hommes et des garçons, et veille à ce que tous les survivants puissent accéder à des programmes d'aide sans discrimination. L'organisation est engagée dans un ensemble d'activités et de stratégies pour la prévention, à court et à plus long termes, pour créer des changements positifs dans les relations et les attitudes entre personnes de sexe différent. Ces activités encouragent les changements de comportement et incitent les communautés à développer leur volonté et leur capacité pour prévenir et répondre aux SGBV. En outre, le HCR poursuit le déploiement des « Lignes directrices de l'IASC relatives à l'intégration des interventions en matière de violence basée sur le genre dans les opérations humanitaires », qui aident les communautés et les travailleurs humanitaires à coordonner, planifier, mettre en œuvre, surveiller et évaluer des actions clés visant à prévenir et à atténuer les risques de SGBV.

L'instauration d'un environnement protecteur commence d'abord avec les communautés. Il est essentiel de renforcer leur implication dans la prévention des SGBV, afin qu'elles puissent contribuer à protéger les survivants. Même au début d'une urgence, des mesures concrètes peuvent être prises pour réduire les risques de SGBV. Par exemple, le fait d'intégrer des

mesures communautaires et tenant compte du genre dans la planification, la mise en œuvre et la surveillance des programmes WASH et d'abris peut réduire le risque de SGBV, notamment le viol et les agressions physiques. L'accès sûr à des sources d'énergie alternatives pour cuisiner peut atténuer les risques de SGBV dans la mesure où les femmes et les filles évitent ainsi la collecte de bois de chauffage dans des zones dangereuses.

L'intégration de l'égalité des sexes et de mesures communautaires dans la planification, la mise en œuvre, et la surveillance des programmes à travers tous les secteurs est essentielle pour prévenir

les SGBV parce qu'elle aide à prendre en compte de manière transversale l'égalité des sexes et les mesures de prévention et de réponse des SGBV. Le HCR s'assurera par conséquent que les femmes jouent un véritable rôle dans les comités de gouvernance ou dans d'autres structures communautaires. Un engagement communautaire fort et l'inclusion des hommes et des garçons sont également essentiels pour créer un environnement plus protecteur. Même si des innovations importantes ont été apportées pour limiter et réduire les SGBV, le HCR continuera de soutenir les idées innovantes et de renforcer sa collaboration avec les communautés, les partenaires locaux et les États.

DOMAINES D'INTERVENTION PRÉVUS EN 2018

PRINCIPALES RÉALISATIONS CIBLÉES EN 2018

SÉCURITÉ CONTRE LA VIOLENCE ET L'EXPLOITATION

RÉDUIRE LE RISQUE DE SGBV ET AMÉLIORER LA QUALITÉ DE LA RÉPONSE. LE HCR ENTEND :

Améliorer les programmes de lutte contre les SGBV dans les situations d'urgence

Déployer des administrateurs chargés de la protection spécialisés et expérimentés dans 10 opérations pour renforcer les programmes de prévention et de réponse en matière de SGBV, et coordonner des systèmes de réponse efficaces.
Soutenir 8 opérations avec des projets pilotes multisectoriels innovants destinés à limiter et à répondre aux SGBV.

Fournir des directives pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies en matière de SGBV

Soutenir 10 opérations dans le déploiement des « Lignes directrices (révisées) de l'IASC relatives à l'intégration des interventions en matière de violence basée sur le genre dans les opérations humanitaires », et intégrer des mesures pour limiter et prévenir les SGBV.

Augmenter l'efficacité des systèmes de gestion des données

Fournir un soutien technique à 10 opérations pour renforcer la mise en œuvre du système d'information interorganisations sur la violence basée sur le genre (GBVIMS).

Renforcer les capacités en matière de prévention et de réponse aux SGBV

Organiser des sessions de formation pour les personnes relevant de la compétence du HCR, le personnel du HCR et les partenaires.

Assurer la mise à jour systématique de la formation obligatoire en ligne sur les SGBV pour veiller à ce qu'elle corresponde aux besoins des apprenants et à l'innovation.

Organiser une formation ciblée pour un groupe du personnel national qui seront étroitement encadrés et formés par des administrateurs chargés de la protection expérimentés afin de les spécialiser dans les SGBV.

Publier et diffuser les Principes directeurs (révisés) du HCR sur la prévention et la réponse en matière de SGBV.

RÉPONDRE AUX BESOINS ESSENTIELS DES PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR

Développer les aides en espèces



La technologie du téléphone offre aux réfugiés une garantie financière en Ouganda. La réfugiée sud-soudanaise Sarah Kiden (à droite), âgée de 19 ans, utilise sa carte de coupons électroniques pour acheter des légumes à Diana Bako, âgée de 32 ans, membre de la communauté d'accueil, dans le site d'installation de réfugiés de Bidibidi au nord de l'Ouganda, où Sarah vit avec son mari et sa fille d'un an. « Avant, c'était difficile d'avoir un régime équilibré et mon bébé était très maigre. Maintenant sa santé s'est vraiment améliorée ».

Le HCR a déjà rempli son engagement pris dans le cadre du « Grand compromis », lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016, de doubler l'utilisation des espèces proportionnellement à son aide d'ici 2020.

Le HCR utilise des interventions en espèces (CBI, voir le *Glossaire*) pour protéger et aider les personnes les plus vulnérables relevant de sa compétence. La majorité des interventions dans ce domaine sont constituées d'aides en espèces à usages multiples, qui aident les personnes relevant de la compétence du HCR à satisfaire leurs besoins essentiels, dont notamment l'accès à la nourriture, à l'eau, à l'éducation, aux soins médicaux et à un abri. La flexibilité des aides en espèces en font une forme d'aide plus digne, qui permet aux réfugiés d'établir leurs priorités, de choisir ce dont ils ont besoin, et plus important encore, de contribuer à l'économie locale et à la communauté d'accueil. Les allocations en espèces, ainsi que les aides en nature et les services, contribuent à éviter aux personnes déplacées le recours à des

stratégies de survie négatives comme la déscolarisation, le travail et la mendicité des enfants, la prostitution, le mariage précoce ou le retour prématuré vers les zones de conflit.

La « Politique du HCR en matière d'interventions en espèces » et la « Stratégie pour l'institutionnalisation des interventions en espèces au HCR (2016-2020) » énoncent l'engagement du HCR et ses objectifs d'utiliser les aides en espèces de manière plus large, de manière systématique et innovante. En 2018, le HCR poursuivra son approche par « pays cible », qui permet à ses équipes dans le monde entier d'évaluer systématiquement les opportunités qui existent pour utiliser des espèces, et de mettre en œuvre des programmes effectifs et efficaces dans ce domaine. Les pays cibles bénéficient d'un soutien spécifique

à travers des spécialistes techniques dans le pays, le déploiement d'experts, des formations et un renforcement des capacités.

L'organisation continuera d'intensifier les programmes d'aides en espèces, et d'assurer une gestion, et une responsabilité financières saines, ainsi que des interventions de grande qualité, un contrôle solide et un apprentissage institutionnel et interorganisations. Le HCR renforcera et développera son cadre d'évaluation pour ce programme, en mettant l'accent sur le contrôle systématique post-distribution afin de veiller à ce que les besoins essentiels soient satisfaits de manière efficace et effective. L'organisation tirera également des enseignements des diverses initiatives menées en 2017, et notamment des études et des évaluations menées dans les secteurs WASH, abris, nutrition, protection

sociale, santé mentale, aides en espèces à usages multiples, et santé.

Être bien préparé et fournir une allocation en espèces au-delà de l'assistance demeurera une des principales priorités pour le HCR. Dans le cadre du CRRF, l'organisation répondra aux besoins humanitaires à court terme, et poursuivra des approches plus durables. Cela aidera aussi à souligner l'importance de l'inclusion financière des réfugiés et des personnes relevant de la compétence du HCR, et de leur accès aux systèmes nationaux de protection sociale. Les partenariats demeureront essentiels pour le partage des connaissances, l'élaboration de systèmes et d'outils, et le développement d'approches communes sur les règlements en espèces.

Aides en espèces et protection

Les aides en espèces, y compris pour les besoins de base, peuvent représenter un outil de protection important, et le HCR est désireux de développer ses connaissances et ses capacités afin d'utiliser les interventions en espèces plus efficacement en matière de protection et de solutions. L'organisation utilise les aides en espèces pour répondre aux besoins spécifiques de protection dans plus de 35 pays. Les transferts en espèces utilisés par le HCR et ses partenaires ont répondu aux besoins urgents ou mensuels des réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du HCR, en République islamique d'Iran, en Jordanie, en Syrie, en Turquie et en Ukraine. Les aides en espèces ont aidé en particulier les personnes vulnérables en Afrique du Sud, au Kenya, au Maroc et en Tunisie et ont couvert les besoins de base des mineurs isolés en Éthiopie, au Soudan et au Yémen.

Des survivants et des personnes exposées à des risques de SGBV ont bénéficié d'aides en espèces, ainsi que de conseils et de moyens de subsistance, en République du Congo, en République démocratique du Congo et au Maroc. Le HCR est en train d'élaborer des directives pour l'utilisation des espèces en matière d'éducation, ainsi que pour atténuer les risques de SGBV, et animera des formations sur les espèces et la protection des enfants, en s'appuyant sur des expériences menées avec des activités similaires en Égypte, en Éthiopie, au Soudan et au Yémen.

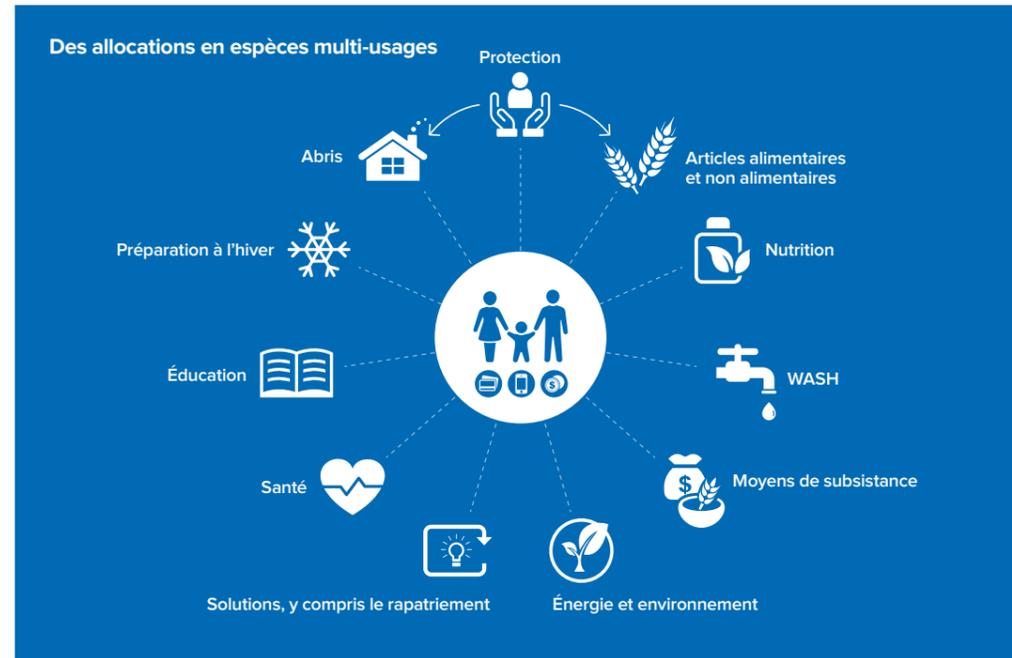


Les aides en espèces répondent aux besoins spécifiques de protection dans plus de 35 pays. En Afrique du Sud, au Kenya, au Maroc, et en Tunisie, les aides en espèces ont aidé des personnes particulièrement vulnérables, et ont couvert les besoins essentiels de mineurs isolés en Éthiopie, au Soudan et au Yémen.

L'aide en espèces

Le HCR utilise les **aides en espèces** pour protéger et assister les personnes les plus vulnérables.

Le HCR en 2016



Le HCR en 2018



Aides en espèces innovantes

Un dispositif commun de financement est utilisé par les agences des Nations Unies et les ONG pour distribuer plus de 90 pour cent des aides en espèces aux réfugiés vulnérables, et qui vivent en dehors des camps en Jordanie. Avec l'association de nouveaux partenaires, leur volume a augmenté et les frais bancaires pour les transferts d'espèces sont passés de 5 pour cent à 1,67 pour cent. En Jordanie, le HCR et ses partenaires collaborent avec des prestataires de services du secteur privé pour soutenir environ 32 000 familles

réfugiés vulnérables. En 2018, le HCR intensifiera l'utilisation du dispositif commun de financement dans ses opérations.

Distribuer des espèces en partenariat

Le HCR profite du mouvement vers les espèces pour nouer de nouvelles relations plus fortes avec certains partenaires. La politique d'interventions en espèces nécessite l'implication active de tous les partenaires pour réussir. Le HCR étend

et renforce donc ses modèles de collaboration en matière d'aides en espèces, grâce à des partenariats avec le secteur privé, les agences des Nations Unies, les universités, les ONG et surtout les partenaires locaux. Au Liban, la collaboration entre le HCR, le PAM et le *Lebanon Cash Consortium* a permis une rentabilité et une efficacité sans précédent en éliminant les duplications en matière d'évaluation, de ciblage et de contrôle. Un appel d'offre conjoint pour choisir un

prestataire de services financiers commun a également conduit à une réduction des frais bancaires. Par exemple, le coût pour délivrer des cartes est passé de 3,25 dollars à zéro, et le coût pour délivrer des numéros personnels d'identification est passé de 0,75 dollar à zéro, et enfin les frais de fonctionnement de la carte mensuelle ont été réduits de moitié, soit 0,15 dollar actuellement.

DOMAINES D'INTERVENTION PRÉVUS EN 2018

PRINCIPALES RÉALISATIONS CIBLÉES EN 2018

BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS

INTERVENTIONS EN ESPÈCES (CBI). LE HCR ENTEND :

Permettre aux opérations du HCR d'envisager et de mener systématiquement des interventions en espèces

Étendre l'utilisation des aides en espèces à 20 pays cibles.
Former 4 000 autres membres du personnel du HCR et des partenaires aux aides en espèces.
Réaliser 8 programmes de formation complets (d'une durée de 3 à 4 mois) sur les interventions en espèces.
Organiser des formations de formateurs pour améliorer l'apprentissage entre pairs dans les opérations du HCR.

Mieux adapter les compétences, les processus, les systèmes et les outils afin de définir clairement les obligations et de maintenir l'efficacité des interventions en espèces

Renforcer le cadre de contrôle du HCR en matière d'espèces, et recueillir des données sur l'impact des aides en espèces à usages multiples.
Appliquer le cadre de contrôle financier du HCR aux interventions en espèces dans les opérations.
Mieux intégrer l'utilisation des aides en espèces dans les fonctions et les fiches de postes du personnel du HCR.

Renforcer les partenariats et les approches de collaboration pour les interventions en espèces

Déployer le système de gestion des espèces du HCR dans les pays du monde entier.
Améliorer l'utilisation du dispositif commun de financement dans les opérations du HCR.

Continuer de partager les bonnes pratiques, les outils et les directives développés par l'ensemble de la communauté humanitaire dans le domaine des interventions en espèces

Renforcer le portefeuille des dispositifs de transfert d'espèces bien définis pour le HCR et les partenaires.
Appliquer les enseignements tirés des initiatives de recherche dans les domaines WASH, abris, éducation, protection, retour volontaire, protection sociale, aides en espèces à usages multiples et santé, afin de renforcer les programmes d'interventions en espèces.

ABRIS ET SITES D'INSTALLATION



Le site d'installation pour les réfugiés de Bidibidi, situé dans le district de Yumbe au nord de l'Ouganda, est devenu l'une des plus grandes zones d'installation de ce type dans le monde.

Les abris constituent l'un des aspects les plus visibles et les plus tangibles de la protection. Il est essentiel de promouvoir l'accès à des abris sûrs et adéquats pour assurer la protection des personnes relevant de la compétence du HCR. Alors qu'elle entre dans sa dernière année de mise en œuvre, la « Stratégie globale du HCR pour les sites d'installations et les abris (2014-2018) » constitue un cadre pour toutes les opérations visant à assurer l'accès à des sites d'installations et à des abris dignes et sûrs pour les réfugiés et les autres personnes relevant de la compétence du HCR, qu'ils vivent dans des zones urbaines ou rurales, et qu'ils aient besoin d'un abri d'urgence ou de solutions d'abris et d'installations plus durables.

Le HCR fournit des abris à plus de 3,4 millions de personnes dans au moins 420 zones d'installation planifiées. Le besoin en expertise de qualité dans le domaine des abris et des sites d'installations augmente. En moyenne, le HCR distribue entre 70 000 et 100 000 tentes par an (pour une

valeur totale de 45 millions de dollars), et environ 2 millions de mètres carré de bâches plastiques. Il dépense plus de 300 millions de dollars par an pour les programmes d'abris, et 670 millions de dollars pour les articles non alimentaires.

Si l'organisation a réalisé d'importants progrès pour améliorer la qualité des abris et des sites d'installations ces dernières années, il faut faire davantage pour assurer de meilleures conditions de vie aux personnes déplacées de force à plus long terme.

En 2018, le HCR continuera d'utiliser des solutions innovantes et de collaborer avec des experts dans les secteurs de la protection, de la santé, WASH et des moyens de subsistance pour mieux protéger les personnes relevant de sa compétence, et veiller à ce que les programmes d'abris et d'installations s'appuient sur les plans de développement locaux et nationaux. En particulier, l'organisation mettra l'accent sur l'intégration des aides en espèces et de la planification des sites d'installations dans le CRRF.

Promouvoir une planification complète et intégrée des sites en s'appuyant sur la méthodologie du plan directeur du HCR

Le HCR investit dans la recherche et le développement pour améliorer les solutions d'abris existantes, et en développe de nouvelles pour les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil. La méthodologie du plan directeur (voir le *Glossaire*) applique la réflexion urbaine à la planification des

Comme les déplacements urbains deviennent plus importants et plus complexes, il est crucial d'y répondre de façon structurée et effective. Le HCR a commencé de consolider les meilleures pratiques en matière d'abris et d'installations urbaines afin d'élaborer des outils et des méthodologies adéquates. L'organisation continuera d'investir dans la technologie, dans les initiatives de recherche, et dans les partenariats pour améliorer les processus, notamment les approches en matière d'aides en espèces et de programmation urbaine.

« Les abris constituent la base fondamentale, qui permet aux réfugiés de survivre et de se rétablir, et devraient être considérés comme un droit humain non négociable ».

— Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

installations pour mieux intégrer le processus de planification initiale à des contextes hors camps, et répondre à la réalité que la durée d'installation de nombreuses personnes sur les sites est plus longue. Cette méthodologie est expérimentée dans plusieurs endroits, et ancre davantage les réfugiés dans leur communauté locale en s'appuyant sur les plans de développement nationaux, notamment les infrastructures, les marchés, les économies et les cultures locales.

Par exemple, en 2017, un plan global pour l'installation de Palabek en Ouganda a été élaboré pour relier les services existants, tels que les centres médicaux et les écoles publiques avec des infrastructures supplémentaires, pour répondre aux besoins des réfugiés et de la communauté d'accueil. Palabek a respecté la conception du plan directeur, et est devenu un ensemble de villages décentralisés connectés par de nouvelles infrastructures améliorées, ce qui a renforcé le sens de la communauté, et a complété le plan de développement local et respectueux de l'environnement du district de Lamwo.

Gestion et coordination des sites

Le HCR poursuivra son approche globale, qui vise à répondre aux besoins des personnes relevant de sa compétence à toutes les étapes de leur déplacement, et partout dans le monde. Si les « Alternatives aux camps » (voir le chapitre *Assurer un avenir meilleur*) restent une politique phare du HCR, elle reconnaît que les déplacements sont fluides — dans le sens où de nombreuses personnes expérimentent plusieurs types et situations d'abris — et que les camps et les installations similaires (y compris les installations informelles) resteront une caractéristique du paysage global des déplacements, en particulier dans les situations d'urgences soudaines et de grande ampleur.

La création et la gestion initiales de ces structures peuvent faire toute la différence lorsqu'il s'agit de rechercher des solutions durables pour les populations, de fermer des camps et de démanteler des structures communes. En s'appuyant sur sa longue expérience de la gestion de camps et de structures similaires, ainsi que sur la collecte de données et la gestion des informations, et en tirant des enseignements des urgences récentes en Angola et au Bangladesh, le HCR travaillera avec les autorités nationales afin de leur donner les moyens de gérer et de coordonner des sites. L'organisation renforcera également les connaissances et les aptitudes du personnel du HCR et des partenaires, en utilisant des supports de formation actualisés qui intègrent la prévention et la diminution des SGBV dans la gestion des camps.

Aides en espèces pour les abris — Préparation à une situation d'urgence en Colombie

En réponse aux troubles civils en République bolivarienne du Venezuela, un expert en abris et un expert en interventions en espèces ont tous deux été déployés, en mai 2017, pour soutenir l'opération Colombie à planifier une éventuelle intervention d'urgence en cas d'afflux potentiel. Le déploiement rapide de l'expertise technique pertinente a permis d'effectuer des évaluations détaillées de la capacité d'absorption des abris, et de la faisabilité en matière d'aides en espèces. Des entretiens ont également été menés avec des parties prenantes essentielles ainsi qu'avec des agences immobilières, des hôtels et des bailleurs de fonds potentiels. Cela a permis à l'équipe d'élaborer un plan global par étapes, permettant de répondre à un potentiel afflux grâce à

différentes solutions d'abris. Le plan prévoyait la création de centres d'accueil temporaires en améliorant les infrastructures existantes, et l'évolution vers des allocations logement et des dispositifs d'hébergement. Pour finir, ces évaluations techniques pertinentes ont fourni une base solide sur laquelle bâtir une réponse efficace. Renforcer la capacité du HCR pour mettre en œuvre des programmes techniquement solides et durables d'aides en espèces pour les abris demeurera donc une priorité.



La campagne mondiale de collecte de fonds «Aucun réfugié laissé pour compte»



Les réfugiés sud-soudanais, Samuel, 16 ans, déplacé de Lainya, et James, 17 ans, déplacé de Wonduruba, travaillent sur le toit de chaume d'un abri de style tukul dans le site d'installation pour réfugiés de Bidibidi, située dans le district de Yumbe, au nord de l'Ouganda.

La campagne du HCR «Aucun réfugié laissé pour compte» fait appel aux particuliers, aux entreprises, aux fondations et aux philanthropes du monde entier pour qu'ils aident à financer des abris pour deux millions de réfugiés d'ici mai 2019, terme de la campagne.

Lancée en mai 2016 pour répondre aux besoins sans précédent d'abris pour les réfugiés, les activités de la

campagne incluent notamment des expositions de photos, des événements organisés par des célébrités, des mailings, du télémarketing, de la collecte directe, et se déroulent dans 20 pays du monde pour collecter des fonds, et sensibiliser à cette cause qui manque de financements. L'organisation espère que la campagne permettra d'aider à fournir des solutions d'abris à deux millions de personnes déracinées, de recruter de nouveaux sympathisants, et de les sensibiliser à la cause des réfugiés en leur expliquant comment l'organisation fournit des abris.

En septembre 2017, la campagne avait collecté plus de 17 millions de dollars auprès du secteur privé, aidant plus de 600 000 personnes. Les acteurs du secteur privé sont également invités à aider le HCR à gérer la crise de réfugiés en devenant membres de la Coalition mondiale pour les abris («*Global Shelter Coalition*»).

«L'augmentation croissante du nombre de déplacés dans le monde, ajoutée aux prévisions financières pour 2018, montre qu'il est plus nécessaire que jamais de collecter des fonds pour aider les personnes relevant de notre compétence à trouver un abri».

— Brett Moore, Chef de la Section Abris et Installations au HCR.

DOMAINES D'INTERVENTION
PRÉVUS EN 2018PRINCIPALES RÉALISATIONS
CIBLÉES EN 2018

ABRIS ET ZONES D'INSTALLATION

VEILLER À CE QUE LES PERSONNES PUISSENT SATISFAIRE LEURS BESOINS EN INSTALLATIONS ET ABRIS DE MANIÈRE SÛRE, DIGNE ET DURABLE. LE HCR ENTEND :

Mettre en œuvre la « Stratégie mondiale du HCR pour les sites d'installations et les abris (2014-2018) »

Élaborer une stratégie globale pour le secteur des abris et des sites d'installations dans 38 opérations.

Renforcer la capacité du HCR de répondre aux besoins en abris et installations dans les situations de déplacement urbain

Documenter les apprentissages et créer des études de cas pour chaque typologie urbaine (hébergement, location et centres collectifs) pour concevoir une programmation plus efficace et une réponse opérationnelle.

Poursuivre la formation continue du personnel et des partenaires chargés des abris et des installations pour permettre la conception de réponses globales et intégrées conformes à la méthodologie du plan directeur, du CRRF et de la « Politique sur les alternatives aux camps »

Développer des modules d'apprentissage en ligne pour améliorer les compétences des experts techniques en conception et planification.
Diffuser 25 manuels de planification des installations dans les opérations pour améliorer la conception de réponses globales et intégrées.

Renforcer la capacité du HCR de mettre en œuvre des programmes techniquement solides et durables d'aides en espèces pour les abris

Tester dans la pratique des listes d'éléments à vérifier concernant les aides en espèces pour les abris afin de compléter les instructions existantes sur les interventions en espèces dans 3 opérations.

Promouvoir des solutions d'abris diverses et adaptées dans les opérations du HCR

Élaborer et publier des instructions sur les standards à suivre en vue de la préparation à l'hiver pour les opérations.

Santé publique



Bosco Nyonkuru, infirmier diplômé de 35 ans, a fui la guerre civile au Burundi en 2001, et a commencé à travailler comme volontaire il y a 16 ans dans le centre de santé de Nakivale, en Ouganda, et a depuis 2005 un contrat de travail à plein temps.

Pour répondre aux besoins vitaux de santé publique dans les situations d'urgence, le HCR et ses partenaires devront continuer de fournir des efforts, un soutien et des ressources substantiels. L'organisation s'efforce de veiller à ce que tous les réfugiés puissent avoir accès à des services de santé publique de qualité, notamment en matière de santé reproductive, VIH, sécurité alimentaire, nutrition et WASH, comme cela est souligné dans sa « Stratégie de santé publique (2014-2018) ».

Les réfugiés, qui fuient les conflits, arrivent souvent avec des problèmes de santé et de malnutrition. Le HCR s'emploie à améliorer les évaluations initiales des besoins de santé des réfugiés, la planification et la préparation de la réponse, ainsi que la surveillance des maladies et de la mortalité pour s'assurer que son intervention d'urgence demeure efficace et basée sur les besoins identifiés. Au plan global, l'organisation et ses partenaires

ont maintenu le taux de mortalité brut à 0,2 mort pour 1000 par mois, et le taux de mortalité des enfants moins de 5 ans à 0,4 mort pour 1000 par mois. Le système standardisé d'informations médicales du HCR, *Twine*, est également mis à jour grâce à une technologie innovante qui permettra de saisir et de compiler des données en temps réel et contribuera ainsi à améliorer le temps de réponse.

Les priorités stratégiques du HCR dépendent largement des partenariats permettant de mettre en œuvre des programmes de santé publique dans les pays et du soutien technique et politique global. Ces dernières années, le HCR a réalisé d'importants progrès pour intégrer les réfugiés dans les systèmes nationaux de santé en partenariat avec d'autres organisations, notamment l'OIT, l'OMS et l'UNICEF, afin d'améliorer la protection sociale des réfugiés et leur couverture médicale universelle. Ces partenariats ont permis, par exemple, de mettre en place

À la fin de septembre 2017, des interventions rapides et un contrôle régulier ont permis au HCR, et à plus de 240 partenaires, de fournir une aide vitale à environ 7,3 millions de personnes dans les camps et d'autres installations pour déplacés.

des modèles de financement dans le domaine de la santé comme une assurance maladie sur une base communautaire.

Les maladies non contagieuses demeurent la principale cause de maladie chez les réfugiés. Le HCR continue d'étendre son projet sur les maladies non contagieuses, en mettant l'accent sur le traitement des maladies chroniques dans les soins de santé primaire.

L'intégration de la santé mentale, du soutien psychologique et social dans les systèmes de santé reste également une priorité. Ces dernières années, le HCR a aidé ses partenaires à utiliser des outils pour renforcer la capacité des intervenants en santé primaire, d'identifier et de traiter les problèmes de santé mentale, et poursuivra ses actions dans ce domaine en 2018.

Santé reproductive et VIH

Fournir des services de santé reproductive de qualité fait toujours partie intégrante des programmes de santé publique du HCR. L'organisation collaborera avec ses partenaires pour élargir, et améliorer l'accès aux soins de santé maternelle et

néonatale, aux services de planning familial, aux soins obstétricaux d'urgence, ainsi qu'aux services destinés aux survivants de SGBV. Si le nombre de services de ce type augmente, leur qualité et leur utilisation doivent encore être améliorées. Dans les cas où les réfugiés sont intégrés dans le système national, le HCR continuera de fournir un soutien technique pour renforcer la capacité de prise en charge du système. De plus, tous les décès maternels ou néonataux doivent faire l'objet d'investigations dans toutes les opérations afin d'identifier et de répondre aux problèmes essentiels décelés dans les services fournis.

Le HCR renforcera les programmes communautaires relatifs à la santé sexuelle et reproductive pour les adultes et les jeunes, y compris les adolescents, afin de les sensibiliser aux questions relatives aux grossesses précoces, aux infections sexuellement transmissibles, au VIH et au planning familial. L'organisation continuera de surveiller de près la qualité des services de santé reproductive et VIH, et mettra en place des stratégies pour surmonter les obstacles auxquels la population est confrontée pour accéder aux services de

santé reproductive. En coordination avec d'autres agences, comme le FNUAP, le HCR renforcera les capacités, et apportera des ressources supplémentaires si nécessaire. Ensemble, ils veilleront également à ce que les produits de santé reproductive soient accessibles aux personnes déplacées, en particulier aux femmes et aux adolescents. Les interventions communautaires seront renforcées, et un accent particulier sera mis sur l'amélioration de l'accès des adolescents aux services de santé sexuelle et reproductive et sur le VIH. Le HCR s'efforcera de veiller à ce que les filles réfugiées soient, le cas échéant, intégrées dans les programmes de vaccination contre le papillomavirus et que les femmes réfugiées soient incluses dans les programmes nationaux de traitement et de contrôle du cancer du col de l'utérus et de la fistule.

Le HCR continuera de collaborer étroitement avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le Plan d'urgence du président des États-Unis pour la lutte contre le sida, et ONUSIDA, afin de veiller à ce que les réfugiés, y compris ceux qui se trouvent dans des zones isolées ou peu sûres, puissent avoir accès aux diagnostics et aux traitements contre la tuberculose et le paludisme, aux dépistages du VIH et aux traitements antirétroviraux. Le HCR continuera également de plaider pour que les réfugiés soient intégrés dans les programmes et les services nationaux de santé, y compris pour ces maladies. Il s'élèvera aussi contre le dépistage obligatoire du VIH dans les pays où c'est une condition préalable pour l'entrée des réfugiés ou l'asile.

Sécurité alimentaire et nutrition

La sécurité alimentaire et la nutrition constituent une préoccupation grave dans de nombreuses situations de réfugiés. En 2016, une enquête concernant des sites de réfugiés a révélé un niveau inacceptable

de malnutrition aiguë dans 43 pour cent d'entre eux. Seuls 26 pour cent des sites couverts par l'enquête ne montraient aucun retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, tandis que plus des trois quarts d'entre eux connaissaient des niveaux critiques d'anémie chez les enfants, ce qui est un autre indicateur d'une mauvaise situation de santé publique. Afin de répondre à ces défis en matière de nutrition, le HCR continuera de collaborer avec ses partenaires pour garantir un traitement adéquat et de qualité pour les personnes souffrant de malnutrition aiguë sévère et modérée. En complément, un soutien sera apporté aux pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et une réponse multisectorielle de prévention en matière de nutrition sera encouragée.

L'insécurité alimentaire constitue l'une des causes sous-jacentes de la malnutrition. En 2017, en raison d'un manque de financement, des diminutions de rations alimentaires ont affecté des réfugiés dans de nombreux pays. Le HCR et le PAM se sont efforcés de limiter l'impact des diminutions de l'aide alimentaire en ciblant les personnes les plus vulnérables. Les deux organisations étudient et publieront des directives opérationnelles communes sur le ciblage de l'aide en fonction des besoins en 2018, afin de s'assurer que les personnes qui en ont le plus besoin reçoivent une aide adéquate en priorité. En outre, le HCR et le PAM sont en train d'élaborer un plan de recherche opérationnel pluriannuel commun pour évaluer l'impact des différentes approches visant à promouvoir l'autosuffisance en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans différents contextes.



L'infirmier burundais Bosco Nyonkuru, chez qui on a récemment diagnostiqué un cancer, ausculte une jeune patiente atteinte de paludisme dans le centre de santé de Nakivale.

L'infirmier réfugié soigne les malades

En Ouganda, une politique progressiste permet aux écoles publiques et aux hôpitaux d'employer à la fois des réfugiés et des locaux. Plus de 70 établissements de santé à travers le pays, appliquent cette politique, notamment le centre de santé de Navikale où les réfugiés sont soignés avec les locaux. Bosco Nyonkuru, infirmier diplômé de 35 ans, a fui la guerre civile au Burundi en 2001, et a commencé, il y a 16 ans, comme bénévole dans le centre de santé de Nakivale, en Ouganda. Depuis 2005, il détient un contrat de travail à plein temps. Dès qu'il commence son travail, à 8 heures du matin, il se dirige directement vers le service pédiatrique rempli d'enfants, qui grelottent à cause du paludisme, et de bébés qui souffrent de malnutrition sous perfusion. Lorsque Bosco est récemment tombé malade, et a été diagnostiqué comme atteint d'un cancer, ses collègues ont collecté de l'argent pour lui permettre de se rendre au Kenya pour subir une opération. « Sauver des vies est une immense responsabilité. Je me sens triste quand je suis loin de ceux qui ont besoin de mon aide ».

Eau, assainissement et hygiène



Najlaa recueille de l'eau à l'extérieur de sa tente, dans le camp de Hasansham U2, situé près de Khazr, en Iraq.

Le HCR renforce ses capacités de réponse d'urgence dans le secteur WASH en 2018, en améliorant la coordination, en mettant en œuvre des interventions vitales immédiates, et en surveillant leur déroulement et la qualité des services fournis. Cette réponse rapide et efficace sera soutenue par des évaluations des besoins, une analyse rapide des données et le déploiement de personnel spécialisé en temps opportun. L'organisation augmentera le nombre d'articles d'urgence WASH disponibles grâce à des accords-cadres pour les achats, ainsi que par ses stocks globaux.

Le HCR vise à parvenir à une transition en douceur entre les différentes phases du soutien WASH en assurant la planification des solutions durables parallèlement à la fourniture de services vitaux pendant la phase d'extrême urgence. Il soutiendra l'élaboration de stratégies WASH pluriannuelles en mettant l'accent sur

l'adoption de solutions technologiques rentables et respectueuses de l'environnement. En outre, conformément au SDG 6, « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement durable » et au CRRF, des efforts seront faits pour intégrer les services WASH à destination des réfugiés dans les plans nationaux de développement. Le HCR collaborera avec des entreprises publiques et privées pour mettre en place des plans de gestion de la salubrité de l'eau et des plans intégrés de gestion des ressources en eau afin de renforcer la résistance des infrastructures, et soulager par conséquent la charge pesant sur les communautés d'accueil.

L'utilisation accrue de l'énergie solaire pour le pompage de l'eau permet de réduire les coûts des services WASH à long terme dans les situations de réfugiés prolongées, comme en Ouganda, au Tchad, et en République-Unie de Tanzanie.

Les opérations du HCR continueront d'utiliser des pompes à eau solaires et des solutions d'assainissement avec valorisation des déchets, ainsi que des projets d'aides en espèces pour les services WASH si nécessaire.

La santé, la dignité et la scolarisation des femmes et des filles seront encouragées par l'intégration des pratiques dans le secteur WASH, la prévention des SGBV et la gestion de l'hygiène menstruelle. Le HCR continuera de collaborer avec d'autres dirigeants globaux pour appliquer le

manuel pour intégrer la gestion de l'hygiène menstruelle dans l'intervention humanitaire, et pour créer un ensemble de données globales sur les pratiques de gestion de l'hygiène menstruelle parmi les réfugiés et les autres personnes relevant de la compétence du HCR afin de répondre de manière plus efficace à leurs besoins pendant l'urgence. Le HCR continuera également de créer des opportunités de moyens de subsistance en mettant en place des usines de fabrication pour la gestion de l'hygiène menstruelle et les protections contre l'incontinence.

DOMAINES D'INTERVENTION PRÉVUS EN 2018

PRINCIPALES RÉALISATIONS CIBLÉES EN 2018

BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS

RENFORCER LA RÉPONSE ET LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES DANS LES SECTEURS DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE LA NUTRITION ET WASH. LE HCR ENTEND :

Continuer d'investir dans les données relatives aux secteurs de la santé publique, de la nutrition et WASH pour mettre en place des réponses basées sur les besoins et une prise de décision fondée sur des données observées

Déployer le nouveau système intégré d'informations sur la santé des réfugiés dans toutes les opérations pays avec des programmes de santé soutenus d'ici fin 2018.

Assurer l'intégrité technique et la qualité des programmes de santé publique, nutrition et WASH depuis les situations d'urgence jusqu'aux situations prolongées

Développer et soutenir l'intégration des réfugiés dans les services nationaux de santé et les mécanismes de financement à travers des missions d'évaluation menées par des experts et des outils de planification de la réponse, ainsi que des orientations programmatiques à cet effet.

Renforcer les partenariats interorganisations et stratégiques dans les secteurs de la santé publique, nutrition et WASH

Conformément au déploiement du CRRF dans des pays pilotes, de nouveaux modèles de partenariat prévisibles seront mis en place avec des partenaires et les ministères techniques compétents.